

LE SYMPTÔME COMMÉMORATIF: L'EXEMPLE DU BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE (1989)*

Patrick GARCIA
Maître de conférences en
histoire à l'IUFM de Versailles
Co-animateur de la revue EspacesTemps

Commémorer, c'est, au nom du passé, s'adresser aux hommes du présent pour évoquer leur devenir commun. Exercice de mise en "concordance des temps" (Jean-Noël Jeanneney) la commémoration est, par excellence, un acte de transmission qui vise, en dessinant l'image d'un passé et d'un futur communs, à définir ce que les commémorants sont, les liens qui les unissent.

Une telle définition de l'acte commémoratif impose de ne pas être uniquement attentif à ce qui se dit, à la façon dont l'histoire est remodelée pour instituer le présent et nourrir le futur mais aussi de prendre en compte les gestes de la commémoration, les façons dont s'exprime et se construit ce "nous" que forment ou souhaitent former les commémorants.

Cette approche générale du phénomène commémoratif mérite cependant d'être spécifiée en fonction de la société où la commémoration intervient, de la nature de l'objet commémoré et de la tradition commémorative dans laquelle elle s'insère c'est-à-dire de l'inscription de la commémoration étudiée dans un cycle commémoratif.

Dans le cas du Bicentenaire de la Révolution française (1989) chacun de ces aspects pèse lourd. D'abord, parce que le Bicentenaire est la troisième commémoration de la Révolution française déjà célébrée en 1889 et en 1939, voire la quatrième si on

* Les textes de Patrick Garcia et Philippe Dujardin sont reproduits avec l'aimable autorisation de l'Unité de Recherches Contemporaines de la Villa Gillet (Lyon, France). Ces textes ont fait l'objet d'une communication dans le cadre du Séminaire de la Villa Gillet « Le transmission », le 16 mars 1999.

prend en compte la tradition née de l'auto-commémoration de la période révolutionnaire.

En second lieu, parce que la Révolution est une fondation qui divise¹ et qu'à ce titre sa commémoration à la fois comme manifestation du rassemblement et comme moment de définition d'un avenir commun est toujours périlleuse et pose la question d'une lecture moyenne qui permette, du point de vue de l'état, de revendiquer l'héritage tout en sélectionnant ce qui est mémorable c'est-à-dire propre à renforcer la cohésion.

Enfin, si le Bicentenaire intervient bien dans un moment où la mémoire, le patrimoine sont communément valorisés, Pierre Nora qualifie la période contemporaine d'"ère de la commémoration"², et qu'il se trouve de ce fait couvert par l'évidence de l'injonction commémorative ; il s'inscrit aussi dans un contexte où le politique et ses manifestations surtout rapportés à l'échelle nationale ne suscitent plus de grands enthousiasmes. Or, rien n'est plus politique que la Révolution.

D'une certaine manière, il en est du Bicentenaire comme de chacune des commémorations de la Révolution qui, par les hasards du calendrier, se sont toujours déroulées soit trop tôt soit trop tard. En 1889, le général Boulanger inquiète et contraint les républicains à s'unir autour du plus petit dénominateur commun. En 1939, le gouvernement se défie de tout ce qui pourrait ressembler à une reviviscence du Front populaire ; tant et si bien que l'on peut soutenir que la véritable commémoration s'est déroulée trois ans plus tôt lorsque la rue célébrait le mariage des drapeaux rouge et tricolore. En 1989, les principaux organisateurs et acteurs du Bicentenaire ne cessent de répéter qu'en 1981 celui-ci aurait soulevé plus d'ardeurs en harmonie avec le désir de rupture qui se manifestait alors³.

¹ Régis Debray, " Diviser pour rassembler ", Concevoir la révolution. 89,68, confrontations. EspacesTemps, n° 38/39, 1988, p.13-20.

² Pierre Nora, " L'ère de la commémoration ", Les lieux de mémoire, T. III, Les France, vol. 3, Paris Gallimard, 1992, p. 977-1012.

³ Voir notamment Marie-Laurence Netter, La Révolution n'est pas terminée, Paris, P.U.F., 1989.

Événement annoncé, les commémorations ne choisissent pas leur heure et ne deviennent vraiment événement que si elles arrivent à capter la sensibilité publique... Transmettre, instituer, rencontrer l'adhésion des populations sont les trois maîtres mots de l'alchimie commémorative.

I. De quelques préalables historiques : la tradition républicaine

1.1. Le moment révolutionnaire

Le cycle des commémorations de la Révolution a été inauguré par la période révolutionnaire elle-même¹. Au-delà des péripéties liées aux conflits politiques qui marquent alors la France les commémorations révolutionnaires prennent la forme d'un discours de l'institution.

En effet, de l'avis partagé des révolutionnaires la Révolution constitue une rupture profonde et définitive. Ce sentiment qui se traduit, dès septembre 1789, par l'adoption du qualificatif d'Ancien régime pour désigner la société et les institutions politiques précédentes avant de s'inscrire dans toutes les dénominations (changements des noms de lieux, nouveau calendrier) et même dans la grammaire (abandon du vouvoiement). Dès lors, l'éducation du citoyen nouveau devient une question centrale à laquelle se propose de répondre de nombreux plans d'éducation qui concerne aussi bien la jeunesse que la population adulte. Les fêtes civiques, selon un modèle emprunté à l'antiquité telle qu'on la lit alors, sont conçues comme un moment important de diffusion des valeurs nouvelles. Jean-Jacques Rousseau préfigure cette fonction civique assignée à la fête, reprise notamment par Robespierre mais aussi quant à son principe par des dirigeants plus modérés.

¹ Voir les travaux de Mona Ozouf, *La fête Révolutionnaire (1789-1799)*, Paris, Gallimard, 1976 et ceux de Vovelle Michel, *Les métamorphoses de la fête en Provence (1750-1820)*, Paris, Aubier-Flammarion, 1976; "Fêtes révolutionnaires" in *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, P.U.F., 1989, p. 449-451.

"Quoi ne faut-il aucun spectacle dans une République? Au contraire il en faut beaucoup. C'est dans les Républiques qu'ils sont nés, c'est dans leur sein que l'on les voit briller avec un véritable air de fête. A quels peuples convient-il mieux de s'assembler souvent et de former entre eux les doux liens du plaisir et de la joie, qu'à ceux qui ont tant de raisons de s'aimer et de rester à jamais unis? Plantez au milieu d'une place un piquet couronné de fleurs, rassemblez-y le peuple et vous aurez une fête. Faites mieux encore: donnez les spectateurs en spectacle, rendez-les eux-mêmes acteurs; faites ainsi que chacun se voie et s'aime dans les autres, afin que tous soient mieux unis. »¹

La fête ainsi définie doit montrer le peuple rassemblé, elle doit susciter l'émotion et mobiliser les corps pour " toucher le coeur " (Rousseau) et, par là même, faire sentir les nouveaux " noeuds politiques " (Pierre-Anastase Torné)² qui unissent désormais les citoyens.

Certes, au gré des changements politiques qui affectent la France en révolution la physionomie des fêtes révolutionnaires et le choix des dates mémorables ne cessent de se transformer, toutefois la fonction des commémorations révolutionnaires ne varie guère. Elles visent à établir les institutions nouvelles, à proposer une généalogie nouvelle. Leur principe est inscrit dans la constitution de 1791 et répété dans les constitutions suivantes : "Il sera établi des fêtes nationales, pour conserver le souvenir de la Révolution française, entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la Constitution, à la Patrie et aux lois." (Titre premier).

Sur le modèle explicite des manifestations religieuses, elles réinvestissent toute une série de modalités éprouvées "pour percer les coeurs" : la procession, le chant, la théâtralisation. Elles

¹ Jean-Jacques Rousseau, Lettre à d'Alembert sur les spectacles, réédition Paris, 1967, Garnier-Flammarion, pp. 233-234.

² Pierre-Anastase Torné, Rapport sur la fête de la réunion républicaine du 10 août 1793, An II de la République, B.H.V.P., 135999.

réém-ploient aussi des traditions populaires comme la plantation du mai qui devient arbre de la Liberté.¹

D'emblée la commémoration révolutionnaire se veut donc éducative. Institution de nouvelles traditions, elle est une pièce centrale du projet pédagogique des révolutionnaires.

1.2 La commémoration républicaine

Quand en 1879 les républicains opportunistes parviennent au pouvoir, les fêtes révolutionnaires et plus généralement les tentatives de fonder une religion civique dont elles participent, constituent à la fois une ressource pour penser les festivités républicaines mais aussi un handicap.

En effet, à l'orée des années 1880 l'enjeu n'est plus tant de marquer la rupture, de faire de la Révolution une scène originelle d'où naîtrait la France nouvelle et l'homme régénéré que de retisser la continuité nationale et d'inscrire la Révolution comme le débouché naturel et logique d'une histoire longue qui, depuis les années 1830, prend sa source avec les Gaulois. Gabriel Monod fixe le cadre de cette nouvelle perspective dans l'article inaugural de la Revue historique, "Du progrès des études historiques en France depuis le XVI^e siècle" (1876), en inscrivant chaque moment de l'historiographie dans une chaîne faite de "légitimités successives". La même formule est reprise par Ernest Lavisse² pour désigner les différents moments de l'histoire de France. C'est d'ailleurs parce qu'il est conçu comme enseignement de la continuité nationale que l'enseignement de l'histoire associé à celui de la géographie devient une discipline cardinale de l'école républicaine.³ C'est pourquoi les projets de nouveau calendrier républi-

¹ Érik Fechner, "L'arbre de la liberté : objet, symbole, signe linguistique", Mots n°15, 1987, pp. 23-42.

² Notamment dans l'article " Histoire " in Ferdinand Buisson, Dictionnaire de pédagogie, Paris, Hachette, 1882, p. 1264-1272.

³ Cf. " Histoire/géographie, 1. L'arrangement. ", EspacesTemps, n° 66/67, 1998.

cain ou d'un dispositif de fêtes civiques substitutif aux fêtes religieuses qui germent çà et là¹, sont ignorés des républicains de gouvernement.

Dans cette logique le Centenaire, en dépit des surenchères des milieux radicaux, valorise donc tout ce qui peut cimenter l'union et la réconciliation nationale. Cette volonté s'exprime dans le choix des dates mémorables retenues par le calendrier commémoratif :

- 5 mai, commémoration de l'ouverture des états généraux
- 20 juin, commémoration du serment du Jeu de Paume
- 14 juillet, commémoration de la fête de la fédération de 1790²
- 4 août, commémoration de "l'abolition des privilèges"
- 21 septembre, commémoration de la proclamation de la République

Elle se retrouve tout autant dans celui des panthéonisés : La Tour d'Auvergne, Carnot et Marceau qui ont en commun d'avoir peu servi l'Empereur et d'accréditer l'idée que l'armée qui gagne est celle qui sert la République et le député Baudin mort sur les barricades de 1851 qui symbolise la détermination du corps parlementaire à résister à toute nouvelle subversion.

¹ Ainsi, La Révolution française, revue d'Auguste Dide et d'étienne Chavaray fait état en 1884 d'un projet de Maurice Spronck faisant suite à la proposition du député Joseph Fabre d'instituer un jour de fête nationale en faveur de Jeanne d'Arc : " à côté du 14-Juillet qui est en France et qui sera peut-être un jour dans le monde entier la date anniversaire de l'émancipation sociale [...] il serait possible de placer une série de fêtes moins importantes et plus intimes, destinées à célébrer le souvenir d'actes héroïques qui ne concernerait que notre patrie seule. On parviendrait ainsi peu à peu à substituer aux anciennes manifestations du catholicisme d'autres plus en rapport avec les idées et les moeurs actuelles, telles que les avaient rêvés les novateurs de 1793 ".

² C'est en commémoration du 14 juillet 1790 et non du 14 juillet 1789 que la date de la fête nationale est retenue au terme d'un débat parlementaire (juillet 1880) où il était reproché aux républicains de faire l'apologie de l'émeute et de la subversion.

En fait, la principale manifestation du Centenaire, l'exposition universelle ouverte le 4 mai 1889, élude singulièrement la Révolution au profit du progrès¹. La tour Eiffel avec ses 1792 marches et les noms des savants de Lavoisier à Pasteur inscrits au pourtour de son premier étage établit une adéquation entre la République et le progrès. Comme le souligne, citant Ovide, le magistrat qui prononce le discours de rentrée de la cour de cassation en 1892 : "Ce qui était autrefois le chaos est devenu l'ordre des choses".

Le message du Centenaire est clair: ce nous sommes, ce que nous avons, ce qui nous est promis, nous le devons à nos pères. La filiation est revendiquée et s'exprime jusque dans le choix de Sadi Carnot pour président de la République en 1887. Mais l'évocation des pères est d'abord l'occasion de célébrer le présent, la fête des pères est en même temps fête des fils.

La République renoue ainsi avec la tradition commémorative didactique inaugurée par la Révolution. Si les circonstances dans lesquelles se déroule le Centenaire, comme les divergences d'interprétation de la Révolution elle-même qui renvoient aux différents doctrinaux et tactiques qui séparent les républicains, conduisent l'état républicain à ne valoriser la rupture révolutionnaire qu'au nom des fruits du progrès, du bilan du siècle, les associations républicaines n'ont pas ces réserves. Les conférenciers, en lien notamment avec la Ligue de l'Enseignement, sillonnent le pays et diffusent l'idée d'une révolution nécessaire dont la violence est à la mesure des résistances au changement et la conséquence des périls d'invasion qui menaçaient la France. Le fait révolutionnaire presque périphérique dans l'argumentaire officiel revient en force comme instrument de la naissance de la société nouvelle. La synthèse républicaine, à la fois historiographique et politique, assigne sa place à chaque événement de l'histoire de France comme à chaque individu.

¹ Cf. Patrick Garcia, "L'état républicain face au Centenaire : raison d'état et universalisme dans la commémoration de la Révolution française", in 1889, Centenaire de la Révolution française. Réactions et représentations politiques en Europe, Jacques Bariety (dir.), Berne, Peter Lang, 1992, pp. 145-167.

1.3. Une commémoration embarrassée

Dernière station avant le Bicentenaire, le Cent-cinquantenaire fait figure d'antithèse du Centenaire. Quand l'un passe pour avoir administré la "preuve par 89" et contribué à enraciner les institutions républicaines, l'autre est considéré comme l'antichambre de la déchéance¹.

De fait, en dépit d'initiatives qui ont mobilisé devant les corps constitués la jeunesse des écoles sur les stades départementaux et de la volonté de s'inspirer des manifestations des pays voisins et de leurs fastes qui semblent unir le peuple et ses dirigeants²; trop fortement concurrencée par la lecture communiste de la Révolution et les gestes festifs à laquelle elle donne lieu, la commémoration promue par le gouvernement peine à soulever l'enthousiasme.

Pour autant les procédures commémoratives comme les thèmes commémorés eux-mêmes ne varient guère en regard du Centenaire. La cérémonie qui devait rassembler le 21 septembre des délégations habillées en costumes provinciaux tandis que serait déclamée une ode rédigée par Jules Supervielle, hymne à la continuité nationale³, utilise les mêmes registres que ceux mobi-

¹ Cf. Pascal Ory, *Une nation pour mémoire, 1889,1939,1989, trois jubilé révolutionnaires*, Paris, P.F.N.S.P., 1992.

² Cf. Jean Zay, *Souvenirs et Solitude*, Paris, Le Roelux-Talus d'approche, 1987, p. 323-325.

³ *L'arbre entre tous*
(anniversaire de la Révolution française)

Il est un arbre invisible avec ses cent cinquante ans
Et qui s'élève au dessus de nos joies et nos colères,
Un arbre de liberté, si parfaitement géant
Que de son faite on peut voir l'Europe et la terre entière.

Une moitié légendaire, l'autre parmi nous,
Il est si haut que c'est peu de le rapprocher des montagnes
Mais oubliant sa grandeur pour être l'arbre de tous

lisés en 1889. De même, c'est encore la modernité technique qui est mise en avant quand en réponse au discours du Président Lebrun au Trocadéro, la radiodiffusion transmet des serments de fidélité venus des quatre coins de l'Empire.

C'est à partir de cet héritage commémoratif mis à jour par les historiens¹ que la Mission du Bicentenaire de la Révolution française et des droits de l'homme et du citoyen instituée en 1986 tâche de penser le Bicentenaire.

II. Un Bicentenaire au coeur de " l'ère du vide "

Certes commémorer n'est jamais tâche aisée tant il est certain que toute commémoration n'est pas reproduction à l'identique mais travestissements, jeux de mémoire et par là-même forcément insatisfaisante.

Comme l'ont montré aussi bien Philippe Dujardin qu'Olivier Ihl la commémoration est par essence un rituel décrié². Il est facile de scruter dès 1890 la montée de la lassitude qui affecte le 14 Juillet dès que la fête nationale cesse d'être un véritable enjeu, un événement qui manifeste la victoire des répub-

Il se fait petit pour entrer dans nos coeurs qu'il accompagne.

C'est l'arbre très chevelu de la famille française
Avec sa révolution de feuilles et de bourgeons,
C'est toi, c'est moi, c'est nous tous, c'est toute la Marseillaise
Et c'est l'arbre de Valmy, vert dans les quatre saisons.
Jules Supervielle, mai 1939.

¹ Notamment Pascal Ory, " Le centenaire de la Révolution française ", in Les lieux de mémoire, "La République", Paris, Gallimard, 1984, pp. 523-560.

² Voir: Philippe Dujardin, " D'une commémoration à l'autre : le rituel décrié ou la fête profanatrice ", in Alain Corbin, Noëlle Gérôme et Tartakowsky Danielle, (dir.), Les Usages politiques de la fête aux XIXe-XXe siècles, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994 et Olivier Ihl, La fête républicaine, Paris, Gallimard, 1996

licains pour devenir un rituel routinisé dont on scrute avec inquiétude les symptômes de l'épuisement¹.

La Révolution c'est l'exceptionnel, l'événement mille fois relu et enrichi, la commémoration répétée encourt forcément le risque d'être pétrie de l'insignifiance du quotidien. Pourtant l'annonce du Bicentenaire fait bien plus que de ressusciter ce vieux schéma.

2.1. L'ironie

Si un mot paraît propre à caractériser l'accueil fait à l'invitation à commémorer, c'est bien celui d'ironie. Dès 1986 l'affaire semble entendue : ce sera du "toc", du "post". La commémoration est "sans bagages". Au mieux, elle sera "Disneyland-sur-Seine". Telle est la tonalité de la quasi-totalité de la presse².

D'emblée donc la commémoration du Bicentenaire avec le cortège de souvenirs à laquelle elle est associée, l'ambition pédagogique républicaine qu'elle incarne, avec son lot de Bara, de Viala, d'images d'épinal et de francitude paraît s'inscrire en décalage avec la société française contemporaine. Pour reprendre une image de Pierre Nora la commémoration dans la tradition républicaine serait une "France au menu". Un récit qui conduit imperturbablement des Gaulois à nos jours en marquant quelques stations glorieuses et édifiantes. Chaque étape appelle la suivante. Certes, plusieurs menus sont disponibles: celui proposé par l'école publique et laïque qui diffère de celui des écoles privées et confessionnelles, celui de droite qui ne glorifie pas les mêmes moments ni les mêmes personnages que celui de gauche. Mais leur commun dénominateur est bien de constituer, "une formule", un système d'adhésion automatique, "qu'on le veuille ou non" pour

¹ Celui-ci est sensible dès 1892 lors du centenaire de la République quand on cherche comment renouveler le dispositif commémoratif dans la capitale afin de combattre la désaffection que suscite désormais le 14-Juillet. Sur cet épuisement rapide cf. Olivier Ilh, op. cit., n. 17.

² Pour une analyse complète cf. Philippe Dujardin, op. cit., n. 17.

reprendre les mots de Clemenceau introduisant sa fameuse définition de la Révolution comme bloc. Or, la société française des années 1989 qui a expérimenté la cohabitation, la rigueur de gauche et le recentrage, largement pénétrée des valeurs individualistes, privées de ses idéologies-mémoire que constitueraient le communisme comme le gaullisme, appellerait "une France à la carte", un repas sans ordonnance préétablie, guidé seulement par le bon-vouloir et le désir; un roman national certes, mais fragmenté en une multitude de petits musées imaginaires, dégagé de la contrainte de cohérence et de sens de l'histoire.

Cette distanciation ne se dissipe pas quand Jean-Noël Jeanneney prend, à la suite de la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles de 1988, la tête de la Mission. Elle n'est donc pas le simple produit de la conjoncture politique et du manque de clarté de la ligne commémorative adoptée par un Michel Baroin ou un d'édgar Faure, premiers titulaires du poste¹. Au demeurant, si à grand renfort de citations de Victor Hugo, le troisième président de la Mission n'a de cesse de réaffirmer la portée éducative du geste commémoratif et de tenter de revivifier la tradition républicaine, il prend garde à ce que la Mission ne soit pas trop décalée². Le choix de Jean-Paul Goude pour orchestrer la manifestation centrale du Bicentenaire correspond à ce souci de rencontrer les sensibilités contemporaines en se démarquant de tout geste édifiant. Éviter la leçon d'histoire fait, d'ailleurs, explicitement partie des quelques consignes données à l'artiste³.

Le Bicentenaire se trouve ainsi inscrit dans un paradoxe. Le sentiment de pertes de racines, l'inquiétude sur les modalités de la transmission de valeurs communes qui traversent la France créent un cadre favorable à l'éclosion du geste commémoratif mais

¹ Sur l'histoire de la Mission voir : Steven Kaplan, *Adieu 89*, Paris, Fayard, 1993.

² Voir Jean-Noël Jeanneney, "Réflexions d'un commémorateur", *Le Débat*, n°57, nov.-déc. 1989, p. 75-105.

³ Voir Philippe Dujardin, "La Marseillaise ou l'invention chimérique de Jean-Paul Goude", *Mots*, n°31, juin 1992, p. 27-41.

en même temps l'idée de transmission avec ce qu'elle suppose d'obligation, de pédagogie est inassumable. Cette caractéristique donne son jour particulier au Bicentenaire et s'exprime particulièrement bien au travers des productions esthétiques.

2.2. Distanciation

Je prendrai ici deux exemples de cette tonalité spécifique aux productions esthétiques du Bicentenaire le catalogue d'une exposition Quand Paris dansait avec Marianne et la revue Goude. "Quand Paris dansait avec Marianne" est l'une des grandes expositions parisiennes organisées pendant le Bicentenaire¹. Dans la lignée des travaux de Maurice Agulhon, elle a donné à voir la statuaire républicaine qui a investi les rues et les places de Paris à partir des années 1880. Pour éviter que le langage monumental souvent édifiant des statues n'indispose le public contemporain, les concepteurs de l'exposition ont proposé à Tardi, dessinateur à la verve libertaire, d'illustrer le catalogue. Certains de ses dessins figurent aussi dans l'exposition elle-même en contre-point des oeuvres exposées. L'effet produit est immédiat. Tardi opère une tendre subversion des sculptures qui matérialise la distance qui nous sépare de ces représentations et de ces conceptions de la nation et du lien politique. Alors que la statuaire désamorce la violence en l'idéalisant, les oeuvres de Tardi l'exagère. La présence de policiers en pèlerine rappelle la force du contrôle social et des interdits pesant sur cette société. La symbolique lourdement appuyée de nombreuses oeuvres devient dérisoire à l'image de cette Marianne qui tourne un moulin à café sans doute par transfert des "Marianne à ruche" vantant l'industrie et le zèle au travail des Français tandis que le traditionnel R.F. devient l'estampille N.F...

Les dessins de l'auteur d'Adèle Blanc-Sec rendent ainsi visibles la production monumentale de la IIIe République, ils permettent de la considérer comme un patrimoine, c'est-à-dire un

¹ L'exposition s'est déroulée au Petit Palais du 10 mars au 27 août 1989. Le catalogue est disponible aux éditions Paris-Musée.

passé approprié au terme d'une médiation qui en change le statut, le démonétise pour le réinvestir. Ils marquent la liberté avec laquelle nous pouvons désormais apprécier cet héritage.

C'est en définitive à un jeu proche que se livre Jean-Paul Goude dans la parade qui descend les Champs-Élysées le 14 juillet 1989. D'emblée, celui-ci considère toute une série d'images associées à la pédagogie républicaine et au passé révolutionnaire et colonial de la France comme autant de clichés qui appellent le jeu et ne sont évocables que par le truchement d'une distance ironique. Invité à évoquer la fête de la fédération de 1790, Goude déplace la fédération nationale vers une fédération mondiale. La musique de Walli Badarou composée à partir de musiques régionales associées aux rythmes de la world music matérialise cette unification du monde en train de se produire qui transforme les nations en "tribus planétaires" et invite à changer d'échelle pour lire le monde contemporain. En retour, la distance prise avec la tradition pédagogique des festivités républicaines, le jeu sur les stéréotypes nationaux permet à l'émotion de naître. Elle suggère un nouvel horizon d'attente celui de l'universel. Le char muet de la Chine à la suite de la répression du printemps de Tien An Men qui ouvre le défilé, réintroduit le drame et donne un contenu politique minimal à cette procession festive.

2.3. Mobilisation "malgré tout"

Bien-sûr cette caractérisation ne peut rendre compte de la totalité du Bicentenaire. Comme en 1889 ou en 1939 l'approche de la commémoration de la Révolution a aussi conduit les réseaux associatifs et politiques à se mobiliser.

Ainsi l'extrême-droite, et notamment sa frange catholique intégriste, a mené une campagne particulièrement active à destination des pratiquants, tâchant, non sans succès, de contraindre la hiérarchie ecclésiastique à la réserve. Mais en définitive la campagne des Anti-89, selon le nom de leur association et du bulletin qu'ils éditaient, n'est même pas parvenue à mobiliser l'ensemble de l'extrême-droite comme en témoignage l'absence de la plupart des dirigeants du Front national, dont Jean-Marie Le

Pen, le 15 août 1989 lors de la "procession expiatoire des crimes de la révolution".

À l'opposé, à gauche, communistes et milieux laïques se sont aussi mobilisés les uns dans le cadre de Vive 89, les autres dans celui des CLEF (Comités Liberté, Égalité, Fraternité). À l'instar des milieux radicaux en 1889 ou de la commémoration communiste en 1939 ceux-ci ont défendu la Révolution comme héritage et comme promesse. L'enjeu clairement affiché est alors de ne pas perdre la bataille mémorielle qui paraît engagée, voire de renouer avec le militantisme par le biais du combat historiographique que le face-à-face Furet/Vovelle a permis de dramatiser.

À bien des égards la défense des valeurs de la Révolution, le surinvestissement du débat historiographique et sa transcription directe en termes politiques apparaissent comme un capital symbolique qui permet de renouer avec un discours traditionnel mis à mal tant par le recentrage des années Beregovoy que par l'implosion du "socialisme réel".

III. Des pratiques commémoratives : le dire et le faire.

La scène qui nous a jusqu'ici principalement préoccupé et que nous avons décrit à grands traits, celle où se débat Jean-Noël Jeanneney et qui reste jusqu'à la revue Goude emprunte de scepticisme est la scène nationale. Pourtant au même moment, il en existe d'autres où la commémoration construite autour de gestes simples se veut et se fait plus chaleureuse.

3.1. Le Bicentenaire des collectivités locales

L'engouement commémoratif est d'abord repérable au niveau de la plupart des collectivités territoriales avec quelques exceptions notables telles que Rhône-Alpes, les Pays-de-Loire, la Vendée, le Rhône. Toutefois la ligne de clivage entre les régions, départements ou communes qui fêtent avec empressement le Bicentenaire et ceux qui s'abstiennent ou assurent une sorte de service minimum ne recoupe que très grossièrement le clivage

gauche/droite. La corrélation entre la sensibilité politique dominante au sein de l'exécutif territorial et la bonne volonté commémorative n'est nullement systématique. Nombre de collectivités dominées par la droite s'investissent dans le Bicentenaire quelques fois en allouant des moyens financiers supérieurs à celles de gauche¹.

On peut ici retenir deux grands types d'attitude: la commémoration didactique et la commémoration identitaire. La commémoration didactique correspond évidemment le mieux au modèle de la transmission dans son acception traditionnelle. L'enjeu de la commémoration apparaît clairement comme le moyen de diffuser une mémoire, de la rafraîchir et de la faire partager aux plus jeunes générations. C'est le cas notamment dans les deux départements dirigés par les communistes (Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) ou bien dans le Nord et le Pas-de-Calais. La mobilisation des historiens est particulièrement forte et le discours des élus ne cesse d'associer " la mémoire et l'allant " (Pierre Mauroy).

Pourtant derrière ce premier argumentaire, un autre s'impose. À l'instar de toutes les commémorations qui éclosent dans la France des années 1990, le Bicentenaire apparaît comme l'occasion d'affirmer une identité locale, complémentaire, sinon substitutive à l'identité nationale. Elle s'intègre à ce titre dans les politiques culturelles développées par les collectivités locales depuis le début des années 80.

Prenons l'exemple du Nord. Dans ce département où les élus n'ont pas ménagé leur énergie pour promouvoir le Bicentenaire, ce qui leur a valu à plusieurs reprises l'hommage de Jean-Noël Jeanneney, la réalisation emblématique du Bicentenaire fut l'éléphant de la mémoire c'est-à-dire la reconstitution de l'éléphant décrit par Victor Hugo dans *Les misérables* et dans lequel Gavroche trouve refuge. Éléphant/mémoire, l'association est simple et

¹ Pour une analyse précise des budgets cf. Patrick Garcia, *Exercices de mémoire. Pratiques sociales d'une commémoration. Le Bicentenaire de la Révolution française* (1989) à paraître chez CNRS-éditions, en janvier 2000.

évidente. Le choix d'un monument associé aux révolutions du XIXe siècle assure, en outre, son efficacité à une ligne pédagogique qui relie les uns aux autres les combats pour la démocratie sociale et fait de la social-démocratie moderne leur héritier légitime.

Toutefois, à lire les présentations multiples du projet, l'éléphant de la mémoire est bien plus que cela. Celles-ci insistent sur le défi technologique que représente l'animal de fibre de verre et l'exposition multimédia que ses entrailles abritent. À l'image de la Vendée bien que s'appuyant sur une tradition politique antagonique, l'éléphant de la mémoire assure que l'ancrage dans la tradition, ici ouvrière et socialiste, comme là-bas artisanale et catholique, est le moyen d'entrer de plain pied dans la modernité. Le Nord n'est plus dans cette perspective une friche industrielle mais un laboratoire du futur comme la Vendée n'est plus une région attardée et rurale mais le lieu propice au développement de P.M.E innovatrices. L'éléphant de la mémoire participe dès lors de la même stratégie d'identification et de construction d'une image attrayante que le Puy-du-Fou¹ ou le Vendée Globe Challenge. Les attentes à l'égard du *Germinal* de Claude Berry produit après le Bicentenaire et largement financé par la région sont, somme toute, assez similaires à celle du *Vent de Galerne*² subventionné par le Conseil général de Vendée qui retrace l'épopée militaire vendéenne.

¹ Lire à ce propos les analyses de Jean-Clément Martin et de Charles Suaud, *Le Puy du fou. L'histoire mise en scène*, Paris, L'Harmattan, 1996.

² *Le Vent Galerne*, scénariste Marcel Jullian, réalisé par Bernard Favre en 1988. Sur la mobilisation des P.M.E. pour assurer le financement du *Vent de galerne* voir : Jean-Clément Martin, " Quand l'histoire fait son cinéma ", *Mots*, n° 31, juin 1992, p. 56—71. Cet historien cite le PDG de Fleury—Michon : " Le film n'est qu'un prétexte, destiné à la promotion de notre bassin économique. Nous avons voulu mobiliser les énergies créatrices et développer le sens du risque et de l'initiative [contre les populations sous-développées du Maghreb], les nouveaux sans-culottes, [et les] armées asiatiques [qui] ont succédé à celles de la Convention [dans leur attaque contre la Vendée] ".

Une démarche identique se retrouve en Ile-de-France où le Conseil régional tente de profiter du Bicentenaire pour populariser l'appellation "francilien" allant jusqu'à promouvoir un spectacle consacré à la Révolution intitulé "Citoyens franciliens!". En l'occurrence, ce qui légitime la commémoration de la Révolution est moins son message que le fait qu'elle se soit déroulée "Là où nous sommes". Ce mouvement n'est pas spécifique à la région. Dans les départements et les communes de la région parisienne l'empressement à nouer des fils entre le passé des bourgades du bassin parisien en 1789 et les villes qui y ont prospéré depuis est la norme. Ainsi Bobigny redécouvre Baubigny-lez-Paris et les cahiers de doléances de ce bourg agricole sont reproduits dans le bulletin municipal distribué à tous les habitants de la préfecture de la Seine-Saint-Denis. Dans l'Essonne, l'éditeur qui publie les multiples monographies sur la Révolution dans les communes de ce département se voit qualifié "d'éditeur régionaliste". Et dans les villes nouvelles où aucune trace n'est disponible, les programmes festifs n'hésitent pas à proposer aux habitants d'inventer des traditions !

Vu sous cet angle le Bicentenaire rejoint le lot commun des commémorations comme fabrique d'identités, il reste que désormais l'accent est moins mis sur le national que sur le local que celui-ci prenne la forme de la commune, du département ou de la région.

Cette dimension du geste commémoratif loin de décroître, s'amplifie dès lors que les unités géographiques et administratives se font plus modestes.

3.2. Le Bicentenaire au village

En se fondant sur les matériaux de l'enquête réunis par le G.R.S.¹ on peut retenir en premier lieu une quasi-généralité du geste commémoratif: près de 27 000 communes ont fêté le

¹ Enquête par questionnaire auprès de toutes les communes de moins de 15 000 habitants. Pour les principaux résultats cf. Patrick Garcia, op. cit., n. 24.

Bicentenaire. Compte tenu des moyens financiers et humains cette commémoration peut être modeste et se limiter à la plantation d'un "arbre pour la liberté" selon la terminologie employée par la Mission. Elle peut parfois se révéler plus ambitieuse comporter un défilé voire un spectacle à destination des habitants du lieu et parfois d'un public plus nombreux.

L'omniprésence du geste de l'arbre, effectué par quelques 20 000 communes, mérite de retenir notre attention. Il peut être ramené à une épure : un arbre, le discours du maire, la présence conjointe des enfants des écoles et des "anciens", des pelletées mêlées qui attestent de l'unité et de la solidarité des gens du lieu. Le succès de ce geste tient à ce que l'arbre fonctionne comme métaphore immédiate de la pérennité de la commune : ses racines évoquent le passé, son tronc le présent et son feuillage le futur. Il est, par là-même, le support idéal pour exalter des généalogies fort diverses de l'arbre du Paradis perdu à celui du Golgotha, des combats pour la liberté au souci écologique et parfois le tout mêlé dans une évocation syncrétique selon l'inspiration de l'orateur. Au fil des discours l'affirmation de ce que "nous" sommes au sein d'un lignage souvent immémorial, constitue l'un des leitmotiv du genre et quand la Révolution elle-même est évoquée ce qui n'est pas systématique c'est pour vanter les mérites et la modération du lieu qui n'a certes pas connu les excès qui ont marqué la ville proche ou lointaine.

Chants, danses, défilé, banquet, spectacle concourent à asseoir cette autonomie du geste commémoratif local au regard des débats et des hésitations de la scène nationale. En définitive, ce qui importe essentiellement c'est l'occasion offerte de faire quelque chose ensemble, de se connaître, de se reconnaître comme les gens d'un lieu, d'exalter ou de fabriquer des racines qui relient ceux qui vivent en un lieu à ceux les y ont précédé. Comme en 1889, la commémoration est mise en généalogie mais celle-ci se veut territorialement plus réduite, dégagée en quelque sorte des pesanteurs imposées par les strates accumulées du roman national. Alors que le "grand-récit" national semble souvent fragilisé, les petits-récits énoncés lors des discours ou des spectacles tout au

contraire plongent volontiers dans le passé géologique et prennent parfois la forme d'une histoire naturelle, la seule histoire vraie.

Conclusion

Ainsi le Bicentenaire s'inscrit à la fois dans une tradition et en même temps s'en démarque singulièrement. Son succès patent au regard du nombre de Français mobilisés s'effectue d'une certaine manière contre toute volonté pédagogique entendue comme dispositif d'insertion à l'histoire d'une nation telle que la concevait la IIIe République. Certes la commémoration du Bicentenaire demeure bien un acte de transmission au sens où toute transmission est produite à fin d'appropriation, de recreation. Mais cette transmission est d'abord un faire. "Faire ensemble" est plus important que "faire pour".

Ce qui se donne à lire dans les multiples scènes de ce Bicentenaire c'est un changement dans la hiérarchie des échelles au détriment de l'échelle nationale. à l'emboîtement que sous-tend le roman national succède une relativité et une indépendance relative des échelles.

Ce dispositif du Bicentenaire permet de revenir in fine sur l'idée même de transmission et les fantasmes qu'elle nourrit. La valorisation du geste de transmission est d'abord le symptôme de la crainte du délitement. Ce qui est redouté c'est de ne plus former corps, de sombrer dans l'amorphie, commémorer est une opération de conformation sociale, de mise en forme qui permet de dessiner les frontières du "nous". Dans cette perspective, le Bicentenaire manifeste un doute quant à la pertinence et la pérennité du national au profit des petites patries. Certes, l'idée de "petite patrie" n'est pas elle-même nouvelle, elle est associée de longue date à la nation à l'amour à laquelle elle sert de propédeutique. Ainsi en 1911 une circulaire du ministre de l'instruction publique, Maurice Faure, souligne: "On est d'autant plus attaché à son pays qu'on a de plus nombreuses raisons de l'aimer, de s'y sentir en quelque sorte solidaire des générations disparues, l'amour du sol natal est le plus

solide fondement de l'amour de la patrie".¹ Pourtant dans la conjoncture actuelle marquée par la fragilisation de la téléologie nationale, la mobilité des populations, l'affirmation de l'horizon mondial et la construction européenne, elle prend une autre signification. C'est d'abord la petite patrie qu'elle soit urbaine, rurale ou ruraine qui apparaît comme l'objet de toutes les attentions, puis de façon moins marquée l'Europe. Omniprésent par les drapeaux et les chants l'horizon national n'occupe pas une place centrale dans les discours des maires, d'une certaine manière il constitue déjà une trace.

En second lieu, la commémoration du Bicentenaire apparaît bien comme une commémoration d'individus-acteurs qui déploient à chaque niveau territorial des stratégies différentes et tenues pour telles. La chaleur des commémorations locales est une joie du faire ensemble, le plaisir de secouer les inerties quotidiennes pour instaurer d'autres relations, irriguer le tissu local de nouveaux liens. Ce projet d'une nouvelle sociabilité s'alimente d'une image idéalisée de ce que fut la communauté ancienne que l'on souhaiterait retrouver, comme un paradis perdu, mais sans en revivre les contraintes et le contrôle social, d'où se sentent mêlés d'adhésion, de mobilisation et de distance qui traduisent un regard nouveau sur le passé et le futur.

C'est dans ce jeu accepté et voulu que se dessine selon nous une figure de la transmission à l'âge démocratique.

¹ Cité Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, p. 9